



Donald Trump aux États-Unis, Jair Bolsonaro au Brésil, Viktor Orban en Hongrie, Recep Tayeb Erdogan en Turquie, Benyamin Netanyahu en Israël, et, aujourd'hui, Geert Wilders aux Pays-Bas ou Javier Milei en Argentine. Ces dirigeants sont, en Europe, souvent qualifiés de populistes, une posture politique qui parvient à convaincre de plus en plus d'électeurs un peu partout dans le monde. Mais ces leaders classés très à droite, voire à l'extrême droite sur l'échiquier politique, le sont-ils vraiment ? Et qu'en est-il d'un populisme de gauche ? Tentative d'y voir plus clair sur un terrain parfois confus et contradictoire.

## Reflet d'une crise de la démocratie ?

# LES DIFFÉRENTS ASPECTS DU POPULISME

Michel PAQUOT

**P**opulisme. Sous ce vocable, on a tendance à regrouper des régimes politiques aux caractéristiques proches - réduction des libertés publiques, atteintes à l'État de droit, amoindrissement du rôle des juges, multiplication des *fake news*... -, souvent incarnés par des leaders charismatiques : Bolsonaro, Trump, Erdogan, Netanyahu, Orban, etc. Il s'agit en réalité d'une forme d'abus de langage, de simplification médiatique, car ils ne recouvrent pas forcément les mêmes réalités et le terme lui-même possède une signification différente selon l'endroit du monde où on l'utilise. Et, par ailleurs, il existe aussi un populisme de gauche, généralement alors d'extrême gauche, dont l'exemple le plus visible a été Hugo Chavez au Venezuela.

### UNE RHÉTORIQUE

« Je considère que le populisme n'est pas une idéologie, remarque Jérôme Jamin, docteur en science politique et directeur du centre d'études *Démocratie* à l'Université de Liège, mais, avant tout, une rhétorique et une façon de faire de la politique qui peut emprunter à des idéologies différentes. Il s'agit d'un simplisme qui réduit la complexité sociale et sociétale à une opposition peuple-élites, d'une attitude d'un personnage censé incarner l'homme de la rue, c'est-à-dire le peuple. Selon moi, il y a populisme dès que le cœur d'un discours politique se base sur cette opposition

**« Le populisme est un simplisme qui réduit la complexité sociale et sociétale à une opposition peuple-élites. »**

entre un peuple, présenté comme fondamentalement honnête, de bonne foi, travailleur, et des élites, jugées manipulatrices, malhonnêtes, mal attentionnées, qui mentent, trichent et se reproduisent entre elles. Et c'est une défiance à l'égard du monde politique et de ses représentants dits incompetents, malhonnêtes, corrompus..., qui fait le lit du populisme. L'afflux de migrants ou la pauvreté, s'ils sont bien utilisés comme carburant pour faire tourner la machine, sont secondaires. »

Jérôme Jamin relève que, selon qu'il se greffe sur des idéologies de droite ou de gauche, le populisme prend des allures bien différentes. Par exemple, les composantes des termes "peuple" et "élites" ne sont plus du tout identiques. Le peuple auquel s'adressait, à droite, Silvio Berlusconi, qui s'en prenait aussi à la magistrature et à l'Union européenne, c'était majoritairement les travailleurs indépendants. À l'extrême droite, Jean-Marie Le Pen, fondateur du Front national en France, ou Umberto Bossi, créateur de la Ligue du Nord en Italie, tous deux porteurs d'un discours anti-immigré, raciste et xénophobe, parlaient, eux, au peuple de travailleurs nationaux, blancs, chrétiens. Un

peuple ethnique. À gauche et à l'extrême gauche, en revanche, ce peuple est principalement composé d'ouvriers qui peinent face à des élites de l'industrie ou de la finance accusées de posséder le pouvoir et les médias. Mais on ne trouve dans ce discours ni racisme ni antisémitisme.

### LE MOMENT POPULISTE

La philosophe belge Chantal Mouffe pense également que le populisme n'est pas une idéologie et ne présente aucun contenu programmatique particulier. Il est, pour elle, « une façon de faire de la politique, qui peut prendre différentes formes idéologiques selon le moment et le lieu ». Face à un populisme de droite, qui prétend rendre au peuple sa voix confisquée par les élites, elle en oppose un de gauche. Considérant que le « moment populiste marque la crise du modèle hégémonique néolibéral qui s'est progressivement implanté en Europe occidentale dans les années 1980 », ce populisme permettrait de « revitaliser et approfondir les idéaux d'égalité et de souveraineté populaire constitutifs d'une politique démocratique ». C'est ainsi qu'elle se dit convaincue que, dans les années à venir, c'est par ces deux populismes que « passera l'axe central du conflit politique ».

Le populisme, Arthur Borriello, professeur en science politique à l'UNamur et notamment coordinateur d'un dossier sur le sujet pour la revue *Esprit*, le place résolument à gauche, à rebours de sa définition dominante en sciences politiques qui le voit simplement comme un type de mouvement opposant "peuple vertueux" et "élites corrompues". « Je privilégie une approche socio-historique qui le définit à partir de ce qu'il a été dans ses premières expériences historiques : le *People's Party* américain et les *Narodniki* russes à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, qui visent une coalition entre les différentes composantes des classes populaires, à l'époque la paysannerie et le monde ouvrier. Si on se base sur la nature de ces mouvements, il faut considérer que le populisme possède une composante sociologique spécifique et naît dans des épisodes de crise démocratique aiguë, plaçant au centre de ses revendications la question de l'approfondissement de l'égalité des droits entre tous. Force est alors de constater que ce sont plutôt certains mouvements de gauche qui devraient être considérés comme populistes et qu'appliquer de terme à des régimes de droite ne nous dit pas grand-chose d'eux mais, pire, nous induit en erreur quant à leur nature. »

### VISION DIFFÉRENTE

Le chercheur relève aussi que la vision de ce phénomène change selon les régions du monde. « En Europe, le terme s'est imposé dans le débat universitaire à partir des années 80-90, surtout pour désigner la résurgence d'une extrême droite dans plusieurs pays (*Vlaams Block*, *FN*, *Ligue du*

Nord, SPO en Autriche, etc.). Or, en Amérique latine et en Amérique du Nord, ce n'est pas le cas. Par exemple, Obama ne considérait pas Trump comme un populiste, vu que, aux États-Unis, cette notion renvoie à des mouvements politiques luttant pour l'accroissement des droits des catégories populaires. Et, en Argentine, où le populisme est plus ou moins synonyme de péronisme, Javier Milei, souvent taxé de populiste en Europe, s'est imposé avec un programme explicitement antipéroniste. » Pierre Ostiguy, professeur de sciences politiques à l'université catholique de Cordoba, en Argentine, souligne, dans la revue *Esprit*, que « la cause de ces conceptions divergentes, d'un espace géographique à l'autre, réside dans l'association du populisme avec une forme de proto-fascisme en Europe et sa conception comme un mouvement populaire dans les Amériques ».

**« Le point commun entre les différents mouvements populistes est leur émergence dans un moment de crise de la démocratie. »**

Qu'est-ce qui fait le lit du populisme ? Est-il lié à une crise du modèle démocratique ? « Le point commun entre les différents mouvements populistes est leur émergence dans un moment de crise de la démocratie, d'impossibilité d'extension des droits, qu'ils soient civils, politiques, sociaux ou économiques, répond

Arthur Borriello. La dernière configuration en date a été la crise de 2008, vécue comme une forme de confiscation des instruments de décision politique par une petite élite protégeant ses intérêts privés et ceux des grandes institutions financières. Plusieurs mouvements sont nés au début des années 2010 avec le programme de restaurer une certaine normalité démocratique : Occupy Wall Street à New York, les Indignés grecs et espagnols ou, plus tard, Nuit Debout et les Gilets jaunes en France. Cette crise est venue catalyser quelque chose déjà à l'œuvre dans les sociétés européennes depuis plusieurs décennies : l'érosion de la société civile et des corps intermédiaires, toutes ces institutions, organisations, associations qui font le lien entre le citoyen et l'État. Dans la mesure où cette érosion a tendance à se poursuivre, les conditions structurelles sont toujours là pour l'émergence de nouveaux mouvements populistes. »

Expression de certains milieux sociaux qui se sentent abandonnés et qui ont le sentiment que leur souffrance n'est pas entendue et prise en compte, le populisme est-il pour autant démagogique ou opportuniste, comme il est souvent qualifié en Europe ? « Il s'agit d'une perception du "haut" qui ne cherche pas à comprendre à quel type de demandes il répond et les disqualifie a priori sous prétexte qu'elles seraient mal inspirées, illégitimes ou erronées, estime Pierre Ostiguy. En général, l'approche libérale, qui est très défensive, s'interdit de comprendre les raisons du populisme. »

## QUELLE MENACE ?

« Le populisme est consubstantiel de la démocratie, analyse Arthur Borriello. Il ne faut pas en avoir peur en tant que tel, sa menace a largement été exagérée si on accepte la définition que j'en propose. Par contre, si on en prend une différente qui englobe l'extrême droite, alors oui, celle-ci est dangereuse pour la démocratie en raison de sa nature d'extrême droite et des idées qu'elle véhicule. Ce qui ne veut pas dire pour autant que le populisme est la panacée démocratique, il a aussi ses limites, notamment son incapacité à se doter des instruments nécessaires pour renverser cette tendance à l'érosion. Contrairement à l'extrême droite, le populisme tel que je l'entends n'est ni raciste ni nationaliste. Et l'extrême droite contemporaine ne naît pas d'une crise de la démocratie, son élément central est la crise de l'État-nation et des identités nationales ».

« Le populisme pourrait être la clé de voûte d'une compréhension globale des évolutions politiques de notre temps », écrivent Arthur Borriello et Anton Jäger dans l'introduction de leur dossier. Ajoutant que « la multiplication actuelle de mouvements populistes à succès dans les démocraties occidentales ne peut pas faire l'impasse sur le déclin du modèle de représentation démocratique qui a prévalu durant presque tout le XX<sup>e</sup> siècle ». ■

*Le populisme en débat*, revue *Esprit*, n°463, avril 2020. À commander sur : <https://www.librairie-gallimard.com>

Chantal MOUFFE, *Pour un populisme de gauche*, Paris, Abin Michel, 2018. Prix : 18,15€. Via *L'appel* : - 5% = 17,24€.

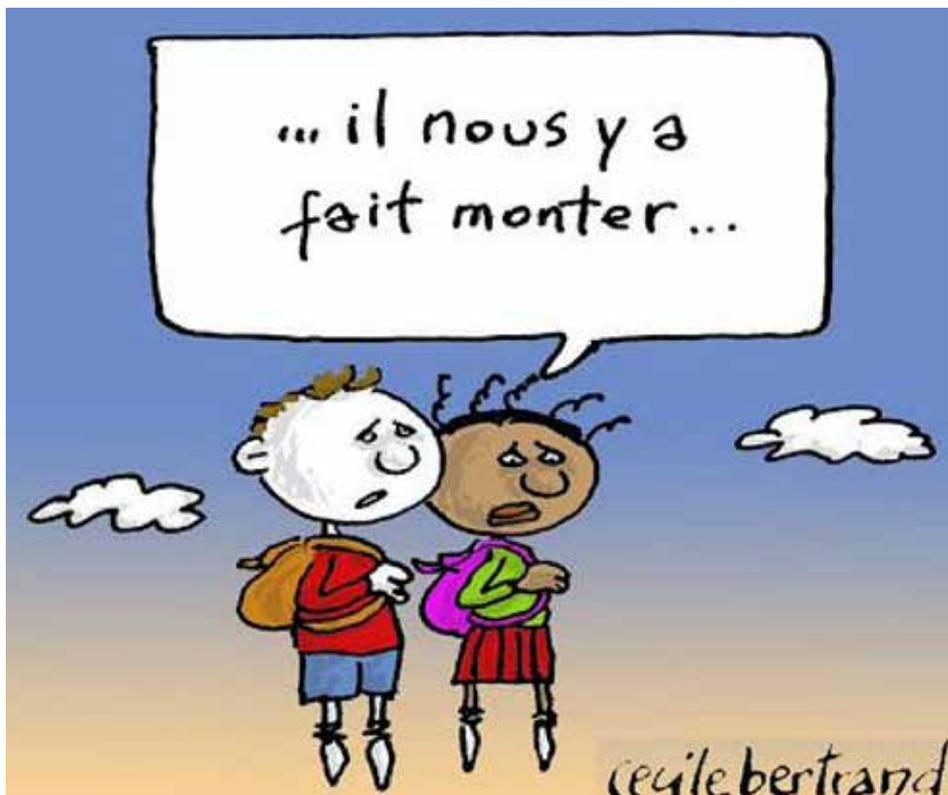
## LA WALLONIE ET BRUXELLES, PRÉSERVÉES JUSQU'À QUAND ?

Rédacteur en chef de la revue de débats *Politique* de 1997 à 2020, Henri Goldman est un observateur avisé de la politique belge. « La Wallonie et Bruxelles sont quasiment des exceptions européennes. Comment se fait-il que ces deux régions, où la situation économique n'est pas plus florissante qu'ailleurs, échappent à la présence de partis populistes ou d'extrême droite ? Je ne crois pas que l'explication du cordon médiatique soit centrale. J'en vois deux majeures. D'une part, l'absence totale d'une forte identité nationale. Pour qu'il y ait un populisme de droite identitaire, il faut un mythe national puissant, comme en France ou en Flandre, notamment. Personne ne croit, par exemple, qu'il existe une identité bruxelloise, ville cosmopolite où seulement 25% des Bruxellois ont des parents belgo-belges. En Wallonie, c'est la classe ouvrière, les mouvements socialistes et démocrates-chrétiens, qui ont construit l'identité wallonne qui est dès lors marquée socialement à gauche. Ce

point-là n'évoluera pas. »

« La deuxième raison qui empêche l'émergence de l'extrême droite est l'existence d'une très puissante société civile. Il s'agit d'une particularité de la Belgique francophone. En Flandre, ce que l'on appelait l'État CVP s'est en effet complètement effondré et la N-VA a rempli tout l'espace. En Wallonie, les socialistes et la démocratie chrétienne ont construit des structures intermédiaires permettant d'encadrer la population tout au long de la vie (les syndicats, les mutualités, l'enseignement, l'éducation permanente, la santé). Ils relayaient ainsi les aspirations de la population, les canalisant dans des voies compatibles avec un État occidental classique. Mais cela pourrait changer dans la décennie qui vient. On sent bien que la société civile est menacée, elle tient parce qu'elle est largement subventionnée. » (Recueillis par M.P.)

# La griffe de Cécile Bertrand



## INDICES

### GOMMÉE.

Sur requête d'une personne débaptisée, l'Autorité belge de Protection des Données (APD) a ordonné à l'évêché de Gand de l'effacer du registre de baptême de sa paroisse. Le diocèse ne peut justifier de l'intérêt de conserver ces données dans un registre si la personne fait expressément part de son souhait de quitter l'Église et de voir ses coordonnées supprimées.

### GLISSANTE.

Pendant les dernières fêtes de fin d'année, la Minderbroederskerk de Saint-Trond (Limbourg belge) a hébergé une patinoire de 325 m<sup>2</sup>. C'est une première, même si l'édifice, qui n'est plus consacré au culte, a déjà servi de centre de vaccinations covid ou accueilli un escape game.



### HÉBERGÉES.

Interdite par l'Église catholique jusqu'ici, la conservation par la famille d'un défunt d'une partie de ses cendres dans une habitation ou « un lieu significatif » est désormais autorisée par le Dicastère pour la Doctrine de la foi.

### ÉTONNANT.

Depuis mi-janvier, C8 diffuse l'émission de télé-réalité « Bienvenue au monastère ». L'idée de base : six personnalités sont filmées pendant une retraite spirituelle en silence dans un couvent catholique corse de Corbara. Notons que ce lieu abrite une communauté qui a fait l'objet de polémique pour dérive sectaire. Ce choix pose question.